

Sylvia Vriesendorp  
Bula-Bula LieLie  
Ralph Stone

Frac VII - La viabilité des programmes de planification familiale

Family Planning Management Development (FPMD)  
Project Number: 936-3055  
Agreement Number: CCP-A-00-95-00000-02

Office of Population, USAID

Management Sciences for Health  
165 Allandale Road  
Boston, MA 02130

Novembre, 1994

FRAC VII - LA VIABILITÉ DES PROGRAMMES DE  
PLANIFICATION FAMILIALE

GUINÉE, NOVEMBRE 7 - 17, 1994

Sylvia Vriesendorp  
Bula-Bula LieLie  
Ralph Stone

**FAMILY PLANNING MANAGEMENT DEVELOPMENT**

Project No.: 936-3055  
Contract No.: DPE-3055-C-00-0051-00  
Task Order No.: 1700-AFFRC

## TABLE DE MATIÈRES

I.	SOMMAIRE EXECUTIF .....	1
II.	INTRODUCTION .....	4
III.	HISTOIRE DU FRAC .....	4
IV.	FRAC VII: THEME, BUT ET OBJECTIFS .....	6
V.	METHODOLOGIE .....	7
VI.	EMPLOI DU TEMPS .....	7
VII.	SYNTHESE DES TRAVAUX .....	8
VIII.	EVALUATION DU FRAC .....	19
IX.	CONCLUSION .....	20
X.	ANNEXES .....	23
A.	LISTE DE PARTICIPANTS, OBSERVATEURS ET ENCADREURS .....	24
B.	PROGRAMME DETAILLE .....	31
C.	DOCUMENTS DISTRIBUES .....	33
D.	PREALABLES D'UN PROGRAMME VIABLE .....	34
E.	DEFINITIONS COURANTES DE LA VIABILITE .....	36
F.	SYNTHESE DES VISITES SUR LE TERRAIN .....	37
G.	PLANS D' ACTIONS DETAILLES .....	46
H.	RAPPORT DE SYNTHESE .....	50
I.	EVALUATION: REPNSES AU QUESTIONNAIRE .....	52
J.	RAPPORTS DE PRESSE .....	57
K.	DISCOURS .....	58



## Remerciements

La VIIème réunion du Comité FRAC (Francophone Regional Advisory Committee) n'a pu avoir lieu que grâce à l'aide chaleureuse et efficace du personnel de l'Association Guinéenne pour le Bien-être Familial (AGBEF) et de Population Services International (PSI/Guinée). Nous remercions tout le staff de ces institutions qui ont contribué leur temps, leurs patience avec toutes nos questions, et leurs enthousiasme et qui ont donc contribué largement au succès de cette rencontre. Nous voulons également remercier le gouvernement guinéen pour l'accueil chaleureux accordé aux participants et aux encadreurs.

Sans l'aide financière de l'USAID, les sept rencontres annuelles du FRAC n'auront pas pu être réalisées. Nous remercions les responsables de l'USAID à Washington et dans les pays d'où viennent les participants qui nous soutiennent dans nos efforts d'améliorer les programmes de planification familiale dans le monde francophone à travers le mécanisme du FRAC. Nous remercions en particulier USAID/Guinée pour son soutien et son enthousiasme pour cette rencontre au Guinée.

## I. SOMMAIRE EXECUTIF

Il s'est tenu du 7 au 17 novembre 1994 en Guinée la septième réunion du Comité Consultatif Régional Francophone (en abrégé FRAC: Francophone Regional Advisory Committee) qui a regroupé des cadres supérieurs des pays francophones d'Afrique et de Haïti qui gèrent des programmes de planification familiale (PF) et des soins maternels et infantiles (PF/SMI). Cette réunion du FRAC est la septième du genre organisée par MSH après une première réunion en 1987 à Boston, celle du Maroc tenue en 1988 qui a traité l'intégration, celle de Dakar sur la participation communautaire, celle de Boston en 1991 dont le sujet était la qualité de services en PF/SMI, celle de 1992 au Rwanda sur la décentralisation et la sixième rencontre qui s'est tenue en 1993 en Tunisie sur l'institutionnalisation de la supervision.

Cette septième rencontre a regroupé 34 participants et 15 observateurs (voir liste des participants et observateurs, Annexe A.) venus de 16 pays francophones d'Afrique et de Haïti. Le hôte guinéen était l'Association Guinéenne pour le Bien-être Familial (AGBEF).

Le but poursuivi par le FRAC VII est d'amener les participants à améliorer la gestion de leurs programmes. L'objectif général de cette rencontre était d'identifier et d'examiner les stratégies et les modalités pour renforcer la viabilité des services de planification familiale. Ainsi dix jours durant, les membres participants ont eu à réfléchir sur ce thème très pertinent et concret de la viabilité. L'importance de ce thème se justifie par la préoccupation actuelle de différents bailleurs de s'assurer que les programmes de planification familiale dans lesquels ils ont tant investi, ne s'écroulent pas si, dans un futur proche ou lointain ils diminuent leurs soutiens. Dans les mots d'un participant "en ce moment où nos pays subissent le choc de ce que l'on peut appeler la "transition" l'on ne pourrait trouver un thème plus pertinent pour le 7ème FRAC." Pour mener à bien cette réflexion, une série d'activités déployées a permis d'atteindre les objectifs spécifiques fixés (voir Annexe B. pour le programme journalier en détail).

### DÉROULEMENT DES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS

Le déroulement des activités a connu trois phases essentielles dont le développement du concept de la viabilité, les visites sur le terrain et la discussion sur les observations recueillies du terrain, complétés par une présentation de l'expérience de Haïti sous l'embargo. Finalement, des plans d'action furent élaborés par les participants, en équipe ou individuellement, pour essayer de transformer les connaissances acquises en action concrète et pratique.

De la profonde réflexion menée autour du concept de la viabilité s'est dégagé une perception commune qui identifie les éléments suivants comme les conditions préalables pour la viabilité d'un programme national: *une dynamique de planification, l'existence d'un cadre institutionnel, un système d'information et de gestion opérationnel, l'accessibilité (des services), la disponibilité des ressources financières et humaines et la capacité de répondre aux besoins de la population.*

Cette réflexion a été suivie des visites sur le terrain. Les participants étaient repartis en cinq groupes qui ont visité, respectivement, la région de la Guinée Forestière (N'zérékoré), la région de la Haute-Guinée (Kankan), la région de la Moyenne-Guinée (Labé), Kindia et Conakry. Ces visites ont permis aux membres du FRAC VII de se rendre compte jusqu'à quel degré le programme national de la Guinée a avancé vers la satisfaction de ces conditions préalables.

#### LA VIABILITÉ DU FRAC

Une réflexion a été organisée autour de la viabilité du FRAC même. Contraire aux discussions menées lors des réunions antérieures, cette fois-ci, le financement d'une prochaine réunion n'était plus assuré, du fait que le projet FPMD auquel s'est accroché les dernières 4 réunions, prendra fin en septembre 1995. Un consensus s'est dégagé que le FRAC devrait être accroché à une institution plutôt qu'à un projet. Le Centre des Etudes de la Famille Africaine (CAFS/CEFA) s'est proposé candidat pour abriter le secrétariat permanent du FRAC à condition que Management Sciences for Health (MSH) lui aidera à obtenir aussi bien l'expertise technique et administrative que des ressources financières pour continuer ce forum annuel. A cette fin, MSH et CAFS se sont engagés à développer un plan de transition d'ici l'an 2000 pour transférer la capacité d'organiser et d'exécuter le FRAC de MSH au CAFS. Les participants ont créé une liste des thèmes et sites à partir de l'année 1996 pour les rencontres futures pour que le CAFS puisse l'inclure dans son projet "FRAC" qu'il va soumettre aux bailleurs.

A propos du FRAC l'année prochaine, les participants se sont engagés chacun de chercher un financement. Pour ceux des associations affiliées de l'IPPF, la suggestion a été faite d'inclure une ligne budgétaire dans leurs budgets; ceux du secteur public étaient encouragés d'approcher différents bailleurs dans leurs pays. Pour faciliter cette recherche de financement un thème (participation communautaire) et un lieu (Bénin) ont été provisoirement retenus. Le 1 mai 1995 CAFS, avec l'aide de MSH, vérifiera s'il y a un nombre suffisant de participants pour justifier le FRAC en 1995. A ce moment les démarches nécessaires seront prises pour assurer l'encadrement administratif et technique de la rencontre au Bénin.

#### EVALUATION

L'évaluation s'est fait à deux niveau. Une évaluation de la réunion a été faite par moyen d'un questionnaire à la dernière journée. Les questions concernaient l'administration et la logistique, le traitement du thème "viabilité", la méthodologie du travail, le programme de travail, les leçons apprises et des commentaires généraux. Les réponses exactes figurent en Annexe I.

En général, les commentaires des participants étaient très positifs. Ils étaient d'accord que la septième session du FRAC a été une réussite, que les activités étaient intéressantes et instructives, le thème courant et important, l'ambiance bonne, et les échanges d'expériences fructueuses. Leurs réponses ont renforcé l'impression de l'équipe d'encadrement ainsi que des observateurs que le FRAC continue à jouer un rôle important et complémentaire aux efforts d'assistance technique fournis dans le cadre des programmes d'appui à la planification familiale en Afrique francophone (et Haïti) par l'USAID et d'autres bailleurs de fonds.

En même temps, une évaluation plus approfondie du FRAC eut lieu qui date du début de l'année 1994 pour illuminer et documenter l'impact des réunions annuelles sur la prestation des services de planification familiale dans les pays impliqués. Les résultats de cet exercice ne sont pas encore disponibles pour les inclure dans ce rapport et feront l'objet d'un rapport séparé, à rédiger par l'Unité d'Evaluation du projet FPMD.

## II. INTRODUCTION

Du 7 au 17 novembre la septième réunion du Comité Consultatif Francophone Régional (FRAC) eut lieu en Guinée sur le thème de la *viabilité des programmes de planification familiale*. La réunion était organisée dans le cadre du projet FPMD en collaboration étroite avec l'Association Guinéenne pour le Bien-être Familial (AGBEF) et Population Services International (PSI/Guinée).

Seize pays étaient représentés par un total de 34 participants. En plus, quinze observateurs se sont joints au comité dans ses travaux, à savoir PSI/Guinée, l'IPPF/Haïti, le Centre pour l'Etude de la Famille Africaine (CAFS/CEFA), le Centre d'Etudes et de Recherche sur la Population pour le Développement (CERPOD), USAID/Haïti, USAID/Mali, Family Planning International Assistance (FPIA), IPPF/Bureau Régional pour l'Afrique, INTRAH, le projet SEATS, le projet Pivot sur la Survie de l'Enfant/Mali, et l'Association pour la Promotion de la Famille au Bénin. Les participants représentaient essentiellement les échelons supérieures dans les structures des programmes nationaux de planification familiale et des associations de bien-être familial. L'encadrement technique était assuré par la même équipe de l'année passée: Ralph Stone de CEDPA, Bula-Bula, consultant indépendant de Zaïre et Sylvia Vriesendorp du projet FPMD de MSH. L'encadrement administratif et logistique était pris en charge par une équipe MSH/AGBEF et PSI (voir Annexe A. pour une liste complète).

Le programme de la réunion consistait d'une élaboration d'un cadre conceptuel de la viabilité des programmes de planification familiale, suivie par des visites sur le terrain pour examiner l'application du concept aux réalités du terrain. A leur retour des sorties, les participants ont évalué les aspects théoriques et pratiques par rapport aux réalités vécues dans leurs propres pays afin de développer des plans d'action concrets pour promouvoir la viabilité de leurs programmes. En plus, une série des recommandations a été faite à l'adresse du programme guinéen qui a donc pu tirer profit de la présence et de l'expérience de leurs collègues africains, maghrébins et haïtiens.

## III. HISTOIRE DU FRAC

En 1986, au cours des discussions individuelles avec des cadres supérieurs des programmes de planification familiale, plusieurs exprimaient un désir de pouvoir se réunir avec leurs collègues d'autres pays afin d'échanger des idées et des expériences, de recevoir du soutien, et d'explorer ensemble les problèmes communs et les stratégies pour améliorer la gestion de leurs programmes. En début de 1987, la direction de FPMT prit en charge l'organisation de la première réunion du Comité Consultatif Régional Francophone qui eut lieu à Boston en avril 1987.

Les cadres supérieurs de sept programmes de planning familial des pays francophones de l'Afrique sous-saharienne et du Maghreb ainsi que de Haïti furent invités à participer et à créer le FRAC. En plus, deux représentants de l'Institut Pan-Africain pour le Développement (IPD) assistèrent à cette première réunion. Ainsi fut créé le Comité Consultatif Régional Francophone ou FRAC tout court. Au cours de cette réunion, le personnel du projet FPMT et les membres du FRAC ont

exploré les différents problèmes et défis du management. Ils ont discuté les rôles que FPMT et le FRAC pourraient jouer afin de développer la réaction propre aux besoins perçus de la région en formation et en assistance technique en matière de gestion. Le défi principal qui a sorti presque unanimement de la première réunion était la question de l'intégration des services de planification familiale (PF) dans les services de santé maternelle et infantile (SMI), ou même des soins de santé primaires (SSP). A la fin de cette première rencontre les participants ont visité des programmes de planification au Jamaïque et au Mexique.

Un an plus tard, le FRAC se réunit à Marrakesh au Maroc pour analyser cette question plus en profondeur. Une semaine fut consacrée à l'examen du concept de l'intégration, et la façon dont elle est mise en opération à travers des différents sous-systèmes gestionnaires (tels que la supervision, la logistique, les systèmes d'information) dans les pays représentés. De nouveau, une visite sur le terrain complétait les travaux en salle. Au cours des visites à plusieurs lieux du programme marocain VDMS (Visites à Domicile de Motivation Systématique) les membres du FRAC et leurs collègues des services SMI ou SSP ont pu voir des services intégrés en action et poser des questions aux agents. Une liste de recommandations pour stimuler l'intégration fut présenté et adoptée à la fin de la réunion.

La troisième réunion eut lieu un an plus tard en mars 1989 à Dakar au Sénégal. Quelques 26 participants représentèrent 9 pays et 3 institutions de formation (IPD, le CERPOD, et le CAFS/CEFA). En plus des objectifs généraux du FRAC qui sont de renforcer le réseau et de faciliter l'échange d'expériences, la réunion avait comme objectifs spécifiques d'explorer et d'identifier les problèmes de gestion et les opportunités liées à la participation communautaire (financière aussi bien que non-financière), et d'analyser les expériences bien spécifiques du Sénégal, ses succès et les obstacles rencontrés. Au programme s'est ajoutée une série de présentations individuelles, des visites sur le terrain, des exposés des experts sénégalais, des travaux en petits groupes et des discussions en plénière. A la fin de la réunion les participants ont présenté des recommandations à propos de la participation communautaire dans la planification et la mise en oeuvre des services de santé.

La prochaine rencontre se fit sous l'égide du nouveau projet FPMD (Family Planning Management Development). Ainsi le IVème FRAC se déroula en août 1991 à Boston sur le thème de la qualité des services de planification familiale. Une trentaine de participants a créé un cadre conceptuel, examiné les éléments de qualité à améliorer et les stratégies à suivre. Pour observer comment se traduit la théorie en pratique, les participants ont visité des associations de planification familiale à Washington, à New York et à Burlington (Vermont). D'après les réactions des participants à la fin du FRAC IV, cette rencontre les a beaucoup aidé à clarifier le concept de qualité et comment agir pour l'améliorer. Chacun est retourné avec un plan détaillé pour appliquer une idée spécifique retenue de la rencontre.

La cinquième réunion du FRAC eut lieu au Rwanda en octobre 1992 sur le thème de la décentralisation. Une trentaine de personnes, représentant douze pays francophones de l'Afrique du Nord, de l'Ouest, Centrale et de Haïti, s'est réunie durant deux semaines pour examiner et

débatte les expériences de leurs pays et du Rwanda en particulier dans le domaine de la décentralisation des programmes de santé et de la planification familiale.

FRAC VI a eu lieu en Tunisie en novembre 1993. Le thème de cette rencontre était l'institutionnalisation de la supervision des programmes de planification familiale. L'expérience tunisienne en supervision était intéressante, étant donné que le programme tunisien était d'origine un programme verticale, en train de s'intégrer dans les soins de santé maternelle et infantile. Les participants sont retournés chez eux avec des plans concrets pour renforcer la supervision. En plus, le secrétariat a produit une collection des supports de supervision utilisés dans les pays représentés et chacun a reçu un exemplaire de ce dossier.

#### IV. FRAC VII: THEME, BUT ET OBJECTIFS

Le thème de la réunion était identifié lors de la sixième réunion à Tunis comme étant *la viabilité des programmes de planification familiale*. Ainsi furent établis le but et les objectifs de cette septième réunion:

But du FRAC	Amener les participants à améliorer la gestion des programmes de planning familial dans leurs pays respectifs à travers la réflexion approfondie, les observations sur le terrain, les échanges d'expériences et l'élaboration des plans d'action.
Objectif général	Identifier et examiner les stratégies et les modalités pour renforcer la viabilité des services de planification familiale.
Objectifs spécifiques  A la fin de la réunion les participants seront capables de:	<ul style="list-style-type: none"><li>• identifier les éléments de la viabilité des services de planification familiale</li><li>• analyser les facteurs sur le terrain qui soutiennent la viabilité des services</li><li>• élaborer un plan d'action pour renforcer la viabilité des services de planification familiale dans leurs propres systèmes.</li></ul>

## V. METHODOLOGIE

La méthodologie employée était variée et de nature participante. Ainsi étaient utilisées:

- ▶ une technique de brainstorming utilisant des cartes pour arriver à une compréhension commune de la viabilité
- ▶ une technique de débat (bol de poisson - fishbowl) permettant aux participants de défendre ou rejeter différentes définitions courantes de la viabilité
- ▶ visites sur le terrain
- ▶ travaux en petits groupes
- ▶ présentations par les participants
- ▶ mise en commun des travaux de groupes en plénière
- ▶ appui d'une documentation
- ▶ le développement des plans d'actions

La méthodologie variée est une estampe du FRAC qui le distingue des autres rencontres de haut niveau. Elle a pour but non seulement de susciter la plus grande participation mais aussi la démonstration des techniques diverses pour que les participants puissent les utiliser chez eux.

## VI. EMPLOI DU TEMPS

La réunion eut lieu à l'hôtel Camayenne à Conakry. Pour les visites sur le terrain le groupe fut divisé en 5 groupes, qui se rendirent, accompagnés de l'inspecteur régional et du coordinateur de l'AGBEF dans les cinq régions: Basse-Guinée, Haute-Guinée, Moyenne-Guinée, Kindia et Conakry. Après les visites sur le terrain l'ensemble de participants se retrouva de nouveau à Conakry pour le reste du programme. Un programme détaillé figure en annexe B.

JOUR	PROGRAMME
Dimanche (6/11)	Réception informelle de bienvenu, vidéo FRAC III, IV et VI.
Lundi (7/11)	Enregistrement; cérémonie d'ouverture officielle et pause-café; introductions; vue globale (calendrier, but et objectifs); récapitulation et activités depuis FRAC VI; préparation débats sur définitions; débat en "fishbowl".
Mardi (8/11)	Brainstorm: éléments de la viabilité; divergences et convergences du modèle "FRAC" des autres modèles conceptuels (travaux en petits groupes); brainstorming sur les contradictions.
Mercredi (9/11)	Brainstorming sur les stratégies pour surmonter contradictions (en petits groupes); présentation sur le programme de Guinée; préparations pour sorties.
Jeudi - dimanche	Visites sur le terrain.
Lundi (14/11)	Mise au point des conclusions par groupe de sortie; présentations et recommandations en plénière.

JOUR	PROGRAMME
Mardi (15/11)	Présentation "Haïti sous l'embargo"; Identification et préparation des plans d'action; préparation et consultation pour élaborer plans d'action en petits groupes; présentation d'une étude de recherche à propos de non retour des clientes.
Mercredi (16/11)	Présentations des plans d'action; synthèse du FRAC; viabilité du forum "FRAC": discussion plénière.
Jeudi (17/11)	Présentation des rapport; évaluation; clôture.

## VII. SYNTHÈSE DES TRAVAUX

Dimanche (6/11): Réception informelle de bienvenu, vidéo FRAC III, IV et VI.

Une réception informelle de bienvenu permettait les participants de faire la connaissance de leurs collègues de Guinée et pour les nouveau "fraccurs" de rencontrer les anciens. En même temps, une brève revue du FRAC et son histoire permettait aux nouveaux membres de s'orienter sur ce comité dont ils feront désormais part. A la fin de la réception, des vidéos des réunions antérieures furent projetés.

Lundi (7/11): Enregistrement; cérémonie d'ouverture officielle et pause-café; introductions; vue globale (calendrier, but et objectifs); récapitulation et activités depuis FRAC VI; préparation débats sur définitions; débat en "fishbowl".

L'ouverture officielle fut présidé par le Ministre de la Santé. L'intérêt profond du gouvernement guinéen se manifestait par la présence (à l'ouverture et à la clôture) de plusieurs Ministres, le Secrétaire-Général de la League Islamique National, et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement. Des discours furent prononcés par l'Ambassadeur des Etats-Unis, le Ministre de la Santé Publique, et la Coordinatrice du FRAC. Le statut de la femme était un des thèmes centraux de plusieurs discours, un constat qui a rendu heureux tous ceux qui soutiennent les conclusions de la Conférence du Caire!

Après la pause les participants ont passé à un jeu de corde qui leur a permis de se faire connaissance, de procéder aux présentations et de montrer les différents images de ce que signifiait la viabilité pour eux. Parmi ces images figuraient le baobab, l'eau, un puits, la terre et le soleil, l'océan, une vague, un porte-feuille, l'argent, une sourire, un bébé, un escalier, un éléphant, et une ruche d'abeilles<sup>1</sup>. Ensuite, les deux doyens du FRAC, Dr. Sidimé de Guinée et Dr. Doucouré Diallo de Mali présentèrent le but, les objectifs et des conseils aux nouveaux "fraccurs" à propos de la méthode de travail et comment en tirer profit. Une brève revue des

<sup>1</sup> Il est à noter que toutes ces images ont une connotation fort optimiste, activiste et plein d'espoir!

échos du FRAC VI compléta la matinée. En petits groupes les participants discutèrent ce qu'ils avaient retenu à propos du thème de FRAC VI (la supervision) et l'état de mise en oeuvre des plans d'action. Parmi les échos du FRAC VI figuraient:

**Haïti:** La mise en commun d'un système de supervision pour six organisations, créant ainsi un langage commun; formation; recherches sur la supervision.

**Niger:** Deux ateliers de réflexion identifiant les caractéristiques d'un système de supervision fonctionnel et le contenu de la formation en supervision; développement des capacités en cascade.

**Mali:** Implication des superviseurs et des supervisées dans la formation; utilisation des supports pour renforcer la supervision.

**Burkina Faso:** Formation; distribution de la documentation dans la périphérie; utilisation des outils.

**Togo:** Une volonté politique pour décentraliser; attention aux efforts d'éviter les ruptures de stock; utilisation des outils.

**Burundi:** Visite en Tunisie (financé par le FNUAP); intérêt au système "diagnostic-évaluation" de l'ONFP; organisation d'un cadre trimestriel de rencontres des différents niveaux; prochainement une réunion de programmation et l'intention de faire un guide de supervision.

L'après-midi, 4 groupes étaient constitués autour de 4 définitions différentes de la viabilité, choisies de parmi une dizaine de définitions trouvées dans la littérature sur la viabilité (voire Annexe E. pour les autres définitions et les références). Les définitions arrêtées pour le débat étaient:

*La capacité d'élever le taux de prévalence contraceptive par le biais d'une augmentation de la demande et de l'offre des produits et services contraceptifs.*

*La capacité de continuer à fonctionner soutenu par ses propres moyens après la fin du financement externe.*

*La capacité de survivre dans le temps comme une unité identifiable, produisant un flot ininterrompu des bienfaits en recouvrant une partie ou le total de ses coûts.*

*La capacité de produire des services (et produits) d'une valeur qui lui permet d'acquérir les ressources pour continuer à produire à un taux équivalent ou même supérieur.*

Dans un débat très animé et fort enrichissant chaque participant avait l'opportunité de défendre ou de rejeter chacun de ces définitions arrêtées. Cet exercice permettait d'explorer le concept de la viabilité dans toutes ses différentes manifestations et d'illuminer les multiples points de vue qui

dominant le débat sur la viabilité. Les thèmes qui sont émergés du débat illustrent bien ces différentes opinions qui existent:

*"L'indépendance et l'autosuffisance sont illusoire; l'autofinancement dans nos pays n'est pas viable autant que la PF n'est pas vu comme un besoin primaire par les populations; il faut se concentrer sur le maintien des acquis (maintenir vitesse croisière) après la retraite des fonds des bailleurs; il faut transformer la préoccupation de la retraite imminente des bailleurs en un souci de mobiliser des ressources pour fournir des services de haute qualité; le financement n'est qu'un 'input' pour obtenir un résultat: élever le taux de prévalence, c'est le but ultime de tous nos efforts et qui est mesurable.. il ne faut jamais oublier cette finalité; l'idéal est l'indépendance financière...il faut viser un recouvrement des coûts progressif et ne pas attendre au moment que les bailleurs se retirent; les plus importants sont les moyens, pas seulement financières mais également le personnel (compétent et adéquat)."*

Pourtant, certaines notions communes se sont dégagées du débat:

- La capacité de progresser vers un auto-financement progressif
- L'offre des services ou produits de qualité
- La continuité de fonctionnement
- La disponibilité des services
- La demande croissante des services ou produits
- La gestion rationnelle de programmes.

Le résultat de cet exercice était, pour certains, une plus grande confusion à propos du concept de la viabilité. C'était en effet le résultat visé, en tant que effet secondaire inévitable d'une ouverture progressive de l'esprit quant à la compréhension de cette notion complexe de la viabilité. La journée fut clôturée avec la distribution des devoirs pour le lendemain pour exploiter la diversité de la documentation. Chaque participant devrait lire un de ces articles suivants (voir Annexe C. pour références complètes):

- La viabilité des programmes de Planification familiale pendant les années 90s (MSH)
- Conclusion du séminaire sur la viabilité des programmes par le biais du recouvrement des coûts (IPPF)
- Expériences dans six pays (USAID)
- Stratégies de pérennisation de l'initiative de survie de l'enfant en Afrique (CCCD)
- Aperçu sur la viabilité des programmes (MSH)
- Facteurs critiques de la réussite du programme Indonésien (BKKBN).

Avant de lever la séance, 3 commissions ont été constituées: un groupe social, un groupe chargé de l'évaluation et un groupe chargé d'explorer la viabilité du FRAC.

Mardi (8/11): Brainstorm: éléments de la viabilité; divergences et convergences du modèle "FRAC" des autres modèles conceptuels (travaux en petits groupes); brainstorming sur les contradictions.

L'objectif de la deuxième journée était de continuer ce voyage d'exploration des multiples dimensions de la viabilité. Pour mettre chacun dans le bain du sujet, plusieurs exemples des programmes sociaux ou des institutions viables ont été cités et expliqués par les participants pour faire ressortir le caractère de la viabilité. Ensuite le groupe a défini qu'est ce que c'est un programme national de planification familiale qui est viable en identifiant ses caractéristiques principales. Une fois identifiées, on a noté que ces caractéristiques pourraient être considérées en effet comme les conditions préalables à la viabilité:

- ▶ L'existence d'une dynamique de planification
- ▶ L'existence d'un cadre institutionnel
- ▶ Un système d'information et de gestion opérationnel
- ▶ L'accessibilité des services par ceux qui les désirent
- ▶ La disponibilité des ressources financières
- ▶ La disponibilité des ressources humaines

Après la pause, la tâche des groupes consistait pour chacun, selon le thème de lecture du document de référence, d'identifier les éléments complémentaires de viabilité n'existant pas encore sur la liste déjà établie. Ainsi s'est ajouté aux préalables ci-dessus:

- ▶ La capacité du programme de répondre aux besoins de la population.

Ensuite le groupe passa à l'analyse des contradictions qui se sont dégagées lors d'une réflexion individuelle et ensuite des discussions en petits groupes. Ainsi, en plénière, le groupe a identifié ces six catégories de contradictions:

1. Gestion irrationnel du personnel
2. Système de planification trop centralisé
3. Inaccessibilité géographique
4. Système d'information inefficent
5. Système d'IEC déficient
6. Faible engagement politique.

(Voir annexe D. pour plus de détail).

La journée a été clôturée par une séance de réflexion au cours de laquelle la plupart des participants ont exprimé leurs points de vue sur le déroulement des activités et la compréhension du thème. Certains ont exprimé des sentiments d'inquiétude sur l'applicabilité du cadre conceptuel de la viabilité sur le terrain. Au bout du compte, il a été retenu que ce cadre conceptuel développé par les participants n'est pas un modèle théorique, mais plutôt un modèle opérationnel, un canevas à partir duquel chaque pays peut s'inspirer en essayant de l'adapter à son contexte.

Mercredi (9/11): Brainstorming sur les stratégies pour surmonter contradictions (en petits groupes); présentation sur le programme de Guinée; préparations pour sorties.

L'objectif de cette journée était d'arriver à une série de propositions des stratégies génériques pour progresser vers la viabilité et de préparer les visites sur le terrain. En petits groupes les participants ont exploré et examiné des stratégies pour surmonter ou neutraliser les contradictions à la lumière de leurs expériences. Voilà le résultat de ces délibérations:

CONTRADICTION	STRATEGIES POTENTIELLES
1. Gestion irrationnel du personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>● mettre en place et faire respecter les procédures de recrutement, d'identification et de planification des besoins en personnel à tous les niveaux</li> <li>● identifier et planifier les besoins en matière de formation de personnel</li> </ul>
2. Système de planification trop centralisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>● mettre sur place un système de délégation du pouvoir</li> <li>● impliquer les femmes et la communauté à tous les stades de la planification</li> <li>● élaborer des indicateurs de suivi à tous les niveaux</li> </ul>
3. Inaccessibilité géographique	<ul style="list-style-type: none"> <li>● faire face aux grandes distances, aux populations dispersées et mobiles dans l'élaboration des plans</li> </ul>
4. Système d'information inefficace	<ul style="list-style-type: none"> <li>● décentraliser</li> <li>● simplifier les supports de collecte de données</li> <li>● former</li> <li>● superviser</li> <li>● définir les circuits d'informations et les tâches</li> <li>● motiver le personnel</li> </ul>
5. Système d'IEC déficient	<ul style="list-style-type: none"> <li>● diagnostiquer la situation</li> <li>● mettre sur pied comités IEC au niveau national et régional</li> <li>● mener une action de recyclage et de counselling pour les prestataires</li> <li>● mener une action de sensibilisation auprès des leaders d'opinion de la communauté</li> <li>● suivre et évaluer ces actions</li> <li>● faire de la recherche</li> </ul>
6. Faible engagement politique.	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Informer plus intensivement les autorités</li> <li>● impliquer les autorités dans l'élaboration des textes et leur diffusion</li> <li>● mettre sur place un comité technique</li> <li>● étudier l'impact de la politique sur l'évolution du programme</li> </ul>

Le reste de la matinée était consacré à une présentation du programme de planification familiale en Guinée afin d'orienter les participants pour les visites sur le terrain. Toutes les composantes de ce programme, ses fondements, sa stratégie, ses objectifs, et les modalités de l'exécution et de son évaluation ont été développés. Il s'agit pour les responsables guinéens d'augmenter l'accessibilité des services de planification familiale et d'améliorer leurs qualité.

Après cet exposé, les groupes de sorties se sont réunis brièvement pour s'organiser pour les visites. Chaque groupe devrait examiner comment les conditions préalables à la viabilité se manifestent sur le terrain: la capacité de répondre aux besoins de la population, la disponibilité des ressources financières et humaines, la dynamique de planification, le cadre institutionnel, l'information gestionnaire et l'accessibilité.

Jeudi - dimanche: Visites sur le terrain.

Sous la direction des Inspecteurs Régionaux de la Santé et des Affaires Sociales et les délégués régionaux de l'AGBEF les participants se sont dispersés dans les cinq régions de Guinée pour observer le programme guinéen en action. Dans leurs observations et interviews avec les responsables de santé de la planification familiale, les cinq groupes ont mis l'accent sur l'examen des préalables, des stratégies et des activités mises en oeuvre par le personnel du programme pour réaliser ces préalables. Le programme de chaque visite était différent comme il était élaboré par l'équipe local. Les visites cette fois-ci étaient caractérisées par un accent plus prononcé sur les prises de contacte avec les autorités locales. Le programme guinéen, encore dans son enfance, a pu bénéficier alors de la présence de ces équipes multinationales qui ont contribué à la visibilité et à la promotion de la planification familiale dans ces différentes localités.

Pendant le week-end les participants se sont retrouvé à Conakry où l'AGBEF avait organisé une soirée culturelle.

Lundi (14/11): Mise au point des conclusions par groupe de sortie; présentations et recommandations en plénière.

Dans la matinée les groupes de sortie ont préparé leurs présentations de la visite. Le format des présentations était le suivant: points forts et points faibles par rapport au chaque élément (préalable) de la viabilité; causes de ces points forts et faibles, et recommandations. L'après-midi, les équipes de sorties furent invitées à présenter les résultats en plénière. Pour l'occasion, plusieurs collègues guinéens, actifs d'une manière ou d'une autre dans le programme national guinéen, ont assisté à cette séance. L'équipe guinéen s'est montré très ouverte à toute suggestion faite par les équipes de sortie. A leurs tour, les participants ont beaucoup apprécié l'accueil chaleureux qui leurs avaient réservé les équipes régionales et les acquis de ce programme si jeune. Les différentes présentations furent suivies par des questions de précision et d'appréciation des autres participants et des collègues guinéens. Les questions et les observations soulevées au cour du débat après les présentations ont traité surtout à la définition de l'indigent, à la qualification et

la distribution du personnel, à l'implication du personnel de santé dans les activités de planification familiale et à l'implication des leaders religieux.

Comme synthèse il a été relevé les points suivants à propos des préalables pour la viabilité du programme guinéen:

- L'existence d'une volonté politique manifeste
- Un système de monitoring adéquat
- Un système de recouvrement des coûts avec une tarification adaptée
- Une approche communautaire garant de la viabilité.

Les participants ont exprimé leur appréciation de l'importance des visites sur le terrain qui leur ont permis d'affronter la réalité quotidienne à laquelle sont confrontés les prestataires des services et la population bénéficiaire. Ils ont fini par constater que le programme guinéen était un programme jeune mais bien parti!

Mardi (15/11): Présentation "Haïti sous l'embargo"; Identification et préparation des plans d'action; préparation et consultation pour élaborer plans d'action en petits groupes; présentation d'une étude de recherche à propos de non retour des clientes.

L'équipe Haïtienne a fait une présentation sur le programme Haïtien sous l'embargo. La continuation des activités en matière de planification familiale, en dépit de l'embargo et le blocus total sur les produits pétroliers et commerciaux pendant 3 ans, a suscité l'intérêt particulier des participants. Un tel programme, pourrait-il mériter l'étiquette "viable"? Et quels étaient les éléments qui l'ont permis de continuer ses activités?

Il a ressorti de leur exposé que l'équipe durant cette période de dénuement total et de paupérisation a démontré un comportement qui lui a permis d'affirmer sa capacité de gestion en période de crise. Il a fait place à un débat très animé qui a permis de retenir ceci: que, en temps de crise, la surviabilité dépend d'un leadership visionnaire qui se manifeste en une gestion stratégique (plan scénario normal et version de crise) qui vise l'engagement de tous les intervenants, y-inclus les autres ONGs, la diversification des stratégies et des fonds, et une intensification des efforts de lobbying pour influencer les politiques et le soutien (interne et externe).

Pour les Haïtiens, cet expérience leur a permis de mieux dégager leurs priorités et de rationaliser la gestion. Avec l'accent sur les services plutôt que des supports, l'équipe a apprécié surtout l'importance des stratégies de distribution à base communautaire et des stratégies avancées. A la fin du compte, la demande pour les services et produits contraceptifs a augmenté et le programme à du répondre avec des stratégies appropriées.

Après cet exposé très captivant et émouvant les participants se sont retrouvés en sept petits groupes pour échanger les expériences des uns et des autres par rapport aux différents actions ou stratégies que voulaient choisir les participants pour leurs plans. Ces idées pourraient être regroupés en les catégories suivantes:

- L'implication des leaders dans les programmes de PF  
*Améliorer l'adhésion des leaders de la communauté au programme de PF par leur participation active à la sensibilisation.*
- Le financement  
*Développer des ressources financières propres; développer stratégies de recouvrement des coûts; harmoniser coûts secteur privé/public; chercher autonomie financière de la PF; chercher financement des activités PF.*
- La planification et le monitoring  
*Faire le monitoring systématique des activités PF; renforcer coordination entre les différents partenaires du projet; améliorer système d'information.*
- La gestion des ressources humaines  
*Partager expériences avec la gestion par exception; favoriser la prise de pouvoir par des gens engagés; institutionnaliser la supervision SMI/PF décentralisée; renforcer la formation et la supervision.*
- L'IEC  
*Utiliser des canaux traditionnels de communication; créer des clubs de jeunes; renforcer la promotion de la PF; distribuer/informer à base communautaire.*
- La participation communautaire  
*Renforcer la participation communautaire aux activités de PF; établir un Comité de Gestion dans les institutions de santé.*
- L'intégration  
*Promouvoir le D.I.U.; intégrer la PF dans les SSP; établir programme d'extension d'une méthode contraceptive aux différentes formations; accélérer l'intégration de la PF aux tous les centres du pays.*

Les participants se sont ainsi regroupés suivant ces catégories pour poursuivre l'élaboration de leurs plans d'action.

Après la pause de l'après-midi, le Docteur Ducongé de PSI a présenté une étude sur les causes de non retour des clientes en consultation de PF en Haute-Guinée et en Guinée Forestière. Cette étude était axée sur l'adoption et l'interruption de la contraception, l'environnement social, les causes principales de non retour en consultation, l'appréciation de la méthode contraceptive, l'accessibilité géographique et financière des services, l'appréciation de l'accueil et du déroulement de la consultation.

Les résultats ont permis de dégager les conclusions comme suit:

- 1/3 des raisons de non retour aux consultations sont à cause de la grande mobilité de la population (voyages et déménagements)
- 1/3 des causes sont dues aux imperfections des services et des produits (tarification, absentéisme du personnel, faiblesse de counselling)
- 1/3 des causes sont des impondérables (désir de grossesse, arrêt des rapports sexuels, empêchement familial).

Face à ces résultats, des recommandations appropriées ont été faites comme le renforcement de la supervision et la recherche active.

Mercredi (16/11): Présentations des plans d'action; synthèse du FRAC; viabilité du forum "FRAC": discussion plénière.

Dans la matinée, au sein de chaque groupe les participants ont présenté l'idée la plus importante qu'il a retenue de ce FRAC et comment il pensait à la réaliser chez lui. Les collègues furent invités de critiquer chaque plan afin de l'améliorer. Dans la deuxième partie de la matinée chaque groupe fit le synthèse des plans élaborés par ses membres et le présenta aux autres groupes:

Le groupe GESTION DES RESSOURCES HUMAINES fit emphase sur la gestion par exception présentée par Haïti et sur le partage d'expériences. La représentante insista sur les différents aspects de la supervision institutionnalisée qu'elle avait choisis d'approfondir chez elle au Togo.

Le groupe chargé de réfléchir sur la PLANIFICATION ET LE MONITORAGE fit ressortir les points qui représentaient l'essentiel, c'est-à-dire, la décentralisation progressive de la planification des ressources humaines, la planification participante et participative et enfin la planification des besoins en tenant compte du niveau périphérique et, surtout, de ceux de la population cible.

Le groupe FINANCES fit ressortir l'influence négative de l'instabilité politique sur la disponibilité du financement. Il fit remarquer le déséquilibre existant entre les deux principales sources de financement (interne et externe), et regrette l'absence de structure de coordination entre les deux sources. Ce groupe insista sur trois grands objectifs qui visent l'autonomie financière:

- Accroissement des ressources locales
- Généralisation du recouvrement des coûts, et
- Coordination entre les bailleurs de fonds pour les activités de PF.

Le groupe qui a réfléchi sur L'IMPLICATION DES LEADERS, fit ressortir l'importance d'une opposition organisée résultante de l'environnement politique. Les principaux objectifs résultants des réflexions du groupe étaient:

- Organisation de consultation avec les chefs religieux
- Conférences d'information pour les parlementaires
- Organisation de clubs de jeunes par la stratégie d'éducation par les pairs, et
- Intensification de l'information au public.

Le groupe présenta une intéressante définition de "leader": c'est une personne qui attire l'attention des confrères.

Le groupe PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE présenta le canevas d'une stratégie ou plan d'action pour améliorer la participation des différentes composantes de la communauté dans les programmes de PF. Des thèmes, des objectifs spécifiques, des activités, et des stratégies furent développés.

Le groupe IEC présenta un modèle pour la mise en place d'un programme d'IEC avec comme préalable la mise en place d'un comité de coordination. Ce plan comprend le choix des thèmes, la description des objectifs, définition de la population cible, le choix des stratégies, la formation, la production du matériel IEC, la sensibilisation, le suivi/supervision et l'évaluation.

En dernier lieu, le PLAN D'ACTION DE LA GUINEE fut présenté. Ce groupe, qui consistait des représentants de plusieurs intervenants dans le programme national de planification familiale de Guinée, avait choisi parmi les multiples recommandations issues des visites sur le terrain, celle de renforcement de la compétence du personnel. Pour cela il proposa toute une série des interventions de formation, précédée par un exercice d'identification de besoins. Le plan détaillé figure en Annexe G.

## **LA VIABILITÉ DU FRAC**

L'après-midi fut consacré aux débats à propos de la viabilité du FRAC même. M. Alpha Diallo, Directeur par intérim du CAFS fit une présentation sur son institution, son historique, sa vocation et ses plans futurs. Il proposa ensuite que, dans l'avenir, le FRAC s'accroche au CAFS plutôt qu'à MSH. Ceci pour deux raisons principales: d'abord pour assurer que le FRAC devient effectivement un forum des managers francophones pour répondre à leurs besoins uniques; et deuxièmement, pour faciliter la recherche du financement auprès d'autres bailleurs que l'USAID.

L'ensemble des participants réagit très positivement sur cette proposition, avec quelques inquiétudes exprimées par les collègues des pays maghrébins et de Haïti qui avaient constaté que le CAFS sert l'Afrique au sud du Sahara. Le CAFS leur a assuré que, pour le FRAC, la géographie ne sera pas une contrainte, surtout parce que l'expertise et l'expérience des pays concernés sont extrêmement importantes pour les pays africains sous-sahariens.

Une période de transition de 5 ans (d'ici l'an 2000) a été proposée dans laquelle MSH transmettra ses acquis en matière d'organisation et d'encadrement des réunions FRAC au CAFS. Le CAFS s'est engagé à chercher, avec l'assistance de MSH, un financement pour, au moins, l'encadrement technique et administratif des réunions futures. Pour faciliter ce travail, l'ensemble des participants a proposé des thèmes et des lieux provisoires pour les FRACS futurs, à savoir:

- 1996 Distribution à base communautaire (Mali)
- 1997 Stratégies avancées (Haïti)
- 1998 Intégration (Niger ou Burkina)
- 1999 Collaboration inter-sectorielle (Madagascar)
- 2000 Conception des programmes (Zaïre)

En plus, la suggestion fut faite de transformer les réunions en ateliers aboutissant à un produit particulier (un guide, un manuel, des fiches, des protocoles, etc.) pour que le FRAC aie un impact plus tangible. Ce travail de transformer le programme devrait être entrepris par le CAFS avec l'assistance technique de MSH.

Les participants se sont réalisés qu'une réunion FRAC en 1995 ne peut avoir lieu sous l'égide du projet FPMD étant donné que ce projet terminera en septembre 1995. Quand même le souhait a été exprimé de ne pas manquer FRAC 1995. Chacun s'est alors engagé à chercher un financement pour couvrir ses frais de voyage et de logement. Le Bénin s'est proposé candidat pour abriter FRAC VIII en 1995 sur le thème de la participation communautaire. Si, en mai 1995, un nombre important de participants a trouvé le financement pour soutenir sa participation au FRAC VIII au Bénin, le CAFS avec le soutien de MSH cherchera un financement pour l'encadrement technique et administrative pour la rencontre.

Plusieurs recommandations ont été faites par les participants pour diminuer les coûts des rencontres annuelles. Parmi celles figurent la recommandation de changer la périodicité (2 fois chaque 3 ans), de choisir des lieux moins chers pour abriter les rencontres (centres de formation, universités), de lier les rencontres aux autres conférences internationales, de charger des frais d'inscription aux observateurs, d'inclure le FRAC dans des lignes budgétaires des grands projets régionaux, etc.

La septième réunion du FRAC fut clôturée après l'approbation des rapports (du 16 novembre et le rapport de synthèse à présenter lors de la clôture officielle) et l'évaluation (voir ci-dessous).

L'exercice de clôture informelle se faisait par le biais d'une longue bande élastique joignant tous les participants, leurs hôtes et l'équipe d'encadrement, ainsi symbolisant le fil invisible qui joint les uns aux autres même après le retour dans leurs foyers respectifs. Chacun s'exprima en un mot sur son expérience en participant au FRAC VII. C'était l'optimisme, la chaleur humaine, la gratitude et la reconnaissance de ce qu'on avait appris qui caractérisaient cette séance.

La clôture officielle fut présidé par le Ministre de la Santé qui venait accompagné de plusieurs ministres et d'autres hauts responsables. Mme Diop présenta, au nom de ses collègues du FRAC, un rapport de synthèse (voir Annexe H). Ensuite des discours de remerciement furent prononcés par la Coordinatrice du FRAC et le représentant l'USAID. Le Ministre de la Santé clôtura ensuite la septième réunion du FRAC au Guinée.

## VIII. EVALUATION DU FRAC

A la fin de la réunion un simple questionnaire a été administré pour évaluer l'utilité de la rencontre et de recueillir commentaires et recommandations. Les questions concernaient l'administration et la logistique, le traitement du thème "viabilité", la méthodologie du travail, le programme de travail, les leçons apprises et des commentaires généraux. Tous les réponses individuelles sont présentés dans l'Annexe I.

En général, les commentaires des participants étaient très positifs. Ils étaient d'accord que la septième session du FRAC a été une réussite, que les activités était intéressantes et instructives, le thème courant et important, l'ambiance bonne, et les échanges d'expériences fructueuses. Leurs réponses aux questions se résument comme suit:

A propos de **l'administration et de la logistique**, les participants ont apprécié la bonne organisation du FRAC VII et le dynamisme et la disponibilité du personnel. Par contre, ils ont considéré l'administration et le service de l'Hôtel Camayenne très faible, ainsi que la planification du transport et les modalités de remboursement des per diem. A propos du **traitement du thème de viabilité** les participants ont remarqué que cela leur a permis de former une définition de viabilité, d'identifier les contradictions et les caractéristiques de la viabilité, et de revoir les étapes essentielles d'un programme de PF viable. Comme faiblesses ils ont trouvé que le thème de viabilité a été traité d'une façon trop générale et qu'il manquait d'idées neuves. La plupart des participants ont jugé "satisfaisant" le temps imparti au programme de travail, sauf pour les visites sur le terrain pour lesquelles ils ont pensé que le temps était trop limité. Quant à la **méthodologie**

ils l'ont jugé stimulante, participative, communicative, et active. Pourtant, quelques-uns l'ont expérimentée comme un peu trop "laissez-aller" et ils ont trouvé que le temps alloué aux discussions, échanges, et travaux en groupe était insuffisant.

Quant aux **leçons apprises et aux acquis personnels**, les participants ont mentionné l'expérience Guinéenne en matière de stratégies d'IEC, de recouvrement des coûts, de responsabilisation des religieux, de monitoring, et du rôle de la communauté. Certains ont également mentionné le processus d'examiner les caractéristiques d'un programme de PF viable et la démarche à adopter pour rendre un programme viable. Les participants ont aussi remarqué que les échanges d'expériences avec les managers de PF des différents pays leur ont bien servi. Autrement, ils ont trouvé que le thème de viabilité est compliqué, abstrait, difficile et encore à approfondir.

En même temps, une évaluation plus approfondie du FRAC eut lieu, dirigée par M. Mertens, Directeur de l'Evaluation au sein du projet FPMD. A travers des entretiens d'environ une demie heure avec tous les participants, le projet FPMD espère à illuminer l'impact des réunions annuelles sur la prestation des services de planification familiale dans les pays impliqués. Les résultats de cet exercice ne sont pas encore disponibles pour les inclure dans ce rapport et feront l'objet d'un rapport à part.

## **IX. CONCLUSION**

La septième réunion du FRAC en Guinée était, comme les réunions antérieures, un succès. Cette conclusion est basée sur les réactions des participants (informellement et dans leurs évaluations), la gratitude exprimée par les responsables guinéens, les hôtes de cette réunion, et sur l'enthousiasme et l'optimisme manifestés par les participants tout au long de la réunion. En plus, la présence des experts en PF des quatre coins du monde a tiré l'attention à l'importance de la planification familiale autant pour le grand public que pour les responsables de santé à tous les niveaux. Cette présence a permis les guinéens d'obtenir des conseils et des suggestions ce qui les a mené à formuler un plan d'action pour renforcer la compétence du personnel de santé en PF. Les participants eux-mêmes sont également partis avec des plans d'action qui visent de renforcer un élément ou un autre de leur programme. Plusieurs de ces plans ont mis un accent particulier sur l'implication et la mobilisation des leaders, une stratégie inspirée par ce qu'on a observé en Guinée.

Certains facteurs distinguent ce FRAC des autres et feront que ce FRAC aura peut-être un impact plus vaste, un impact qui transcende le cadre immédiat du FRAC, son thème et ses participants. Parmi ces éléments plusieurs méritent d'être mentionnés:

### **LES OBSERVATEURS**

Le terme "observateur" n'est pas tout à fait juste comme le FRAC ne connaît pas cette catégorie de participation. Selon la philosophie du FRAC il n'existe que des participants, l'observation simple et passive n'est pas parmi les normes de travail. La seule chose qui distingue le participant

de l'observateur est la prise en charge. Cette fois treize personnes, c-à-d environ un tiers, étaient prises en charge par leurs institutions ou projets, représentant le système IPPF (Secrétariat Régional, CAFS, Haïti et Bénin), USAID (Haïti et Mali), d'autres agences et projets d'assistance technique (PSI, SEATS, INTRAH, FPIA, Projet Pivot Survie de l'Enfant) et le CERPOD, institution africaine. Ceci montre qu'il existe un intérêt considérable de se réunir avec des collègues pour se pencher sur un seul thème, complexe et pertinent, et qu'une telle rencontre mérite des ressources (de temps et financières).

#### LE PAYS HÔTE

Le FRAC a toujours apporté des avantages au pays hôte, mais cette fois-ci les bénéfices pour la Guinée ont été plus prononcés. Etant un programme très jeune, la visibilité que le FRAC lui a apporté était beaucoup apprécié par les intervenants principaux (comme l'AGBEF, les responsables du ministère de la santé, PSI et FPIA) aussi bien à Conakry que dans les régions. Déjà à l'ouverture quatre ministres assistaient aux cérémonies. Les groupes de sorties ont tous été reçus par les gouverneurs de la région et d'autres personnalités gouvernementales. La communauté religieuse (islamique) a également manifesté son intérêt de par la présence du Secrétaire-Général de la League Islamique National, l'audience du Grand Iman de la Haute-Guinée accordée au groupe visitant Kankan et la couverture extensive du FRAC par les médias nationaux et régionaux jusqu'au niveau de la radio rurale. Les participants ont utilisé l'occasion pour renforcer les messages à l'intention de la population pour promouvoir la planification familiale et de partager les expériences de leurs pays. Tous les membres du groupe de sortie de Kankan ont été interviewés par la radio rurale pour parler de la planification familiale et de ce qu'ils avaient constaté au Guinée.

Parmi d'autres bénéfices figurent la reconnaissance du travail des agents de PF qui travaillent dans les régions. La visite d'une équipe multinationale des experts en PF a fait visibles leurs efforts infatigables et leur a motivé par conséquent. C'était également une opportunité pour les différents intervenants locaux de se présenter comme une équipe unie dans sa mission de promouvoir la PF.

Finalement, l'opportunité ne se présente pas souvent qu'on puisse bénéficier de la présence d'une quarantaine des managers des programmes de PF qui partagent librement leurs constats et leurs recommandations. L'équipe guinéen a immédiatement réagit en transformant certaines de ces recommandations en plan d'action concret. Jamais dans l'histoire du FRAC a-t-on vu une telle action! (voir Annexe G. pour le plan intégral).

## L'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES

L'échange des expériences se fait de plusieurs façons. D'abord les exercices structurés où l'échange sert à produire un résultat fixé en avance. Deuxièmement sont les échanges motivés par l'intérêt particulier d'un participant qui a trouvé un collègue avec l'expérience en la matière. Ces échanges se font pendant les heures non-programmées (pauses, repas, le soir, etc.). Ensuite, dans le programme, des opportunités sont créées de consulter les collègues pour approfondir la réflexion au sujet des plans d'action ou d'autres idées sorties des sessions. En plus, les visites sur le terrain fournissent une opportunité par excellence de faire une connaissance plus profonde des programmes gérés par les collègues dans les multiples occasions qui se présentent en observant ou en interviewant les agents du pays hôte. Finalement, on essaie toujours de profiter des expériences spécifiques et pertinentes au thème qu'ont vécu certains pays. Cette fois-ci c'était l'expérience de Haïti sous l'embargo international qui était particulièrement pertinente au sujet de la viabilité. La présentation était pleine de bons conseils très pratiques qui étaient bien appréciés par les autres participants.

## RENCONTRES FUTURES

Depuis Rwanda on a discuté, chaque année, la viabilité du FRAC et chaque année il y avait le projet FPMD qui prenait en charge tous les frais associés avec le FRAC. Cette fois-ci, le projet ne peut plus le faire étant donné qu'il prend fin en septembre 1995. C'était la première fois que la viabilité du FRAC était sérieusement remise en question. Le débat sur le futur du FRAC était caractérisé par un engagement profond des participants de continuer ce forum. La proposition d'accrocher le FRAC au CAFS était bien reçue et servira d'autres objectifs qui visent le renforcement institutionnel du CAFS. Pour l'immédiat, il est encore à déterminer s'il y aura une rencontre (FRAC VIII) l'année prochaine. Chacun s'est engagé à trouver un financement pour participer. L'administration logistique et financière de ce FRAC sera un grand défi pour le CAFS aussi bien que pour MSH. Le défi lancé à tous est énorme et seulement l'engagement total de tous les personnes et les institutions impliquées d'accepter ce défi puisse réaliser cette vision lointaine d'un FRAC XIII à Zaïre (ou ailleurs). Ce sera un vrai test de l'intérêt et de l'importance accordé au FRAC!